

## **A LA QUEUE LEU LEU !**

Après le 1<sup>er</sup> secrétaire du PS qui ne s'interrogeait pas sur ce que pensaient ses prédécesseurs de la politique conduite par son parti et par le gouvernement, c'est au tour du Président de la République ou du futur candidat de déclarer « que la droite veut détruire notre modèle social ». C'est vrai ! Il suffit pour cela de constater ce qu'écrivent les candidats ou futurs candidats mais quand on regarde bien l'évolution de la situation actuelle : que restera-t-il à détruire de « notre modèle social » ?

En réalité, de quel modèle social s'agit-il ? Est-ce celui que nous portons, issu de la période de 1936 et de 1945 ; Celui des congés payés, de la nationalisation des chemins de fer, de la Sécurité Sociale, de la nationalisation des grands secteurs de l'Énergie, de la Poste et des Télécoms, des Transports, des statuts des personnels, des conventions collectives, de l'emploi...

Ça, c'est celui que n'a pas bien retenu le 1<sup>er</sup> secrétaire du parti socialiste qui considère qu'en le défendant à la fête de l'Humanité, nos prédécesseurs se retournent dans leur tombe. Mais, c'est celui contesté par le Président de la République et par son gouvernement qui, au fil des années qui viennent de passer, n'ont eu qu'une seule volonté : détruire notre modèle social dicté par la Troïka et par la Commission Européenne.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder comment ils ont tenté de casser la retraite par répartition en prolongeant ce qui avait déjà été engagé par le gouvernement précédent tout en donnant le sentiment qu'ils maintenaient l'âge de départ à 60 ans.

Il y a au moins une continuité dans ces politiques, c'est que la CFDT à chaque fois a été d'accord avec ceux qui remettaient en cause cette retraite par répartition pour en faire une retraite par point et ainsi rechercher à introduire la capitalisation que ce soit un gouvernement de « droite » ou de « gauche ».

Mais si nous recherchons le modèle "social" dont le Président de la République parle, c'est bien celui qui conduit à ce que l'âge de départ à la retraite ne soit plus à 60 ans ; C'est bien celui qui nous a imposé l'ANI de Janvier 2013 ; C'est bien celui des Macron, de la flexibilité, du licenciement sans « sommation » ; C'est bien celui des différentes lois NOTRe, Rebsamen, des rapports de toutes natures sur les retraites, l'hôpital... ; C'est bien celui de la mise en œuvre du pacte de responsabilité qui amène, pour entrer dans les clous des 3% de déficit, à voir les plans sociaux se

multiplier, le chômage qui augmente de façon considérable, les conventions collectives et les statuts qui sont détricotés ; C'est bien celui de la casse du code du travail imposé autoritairement par le 49-3, qui est comme chacun le sait un élément essentiel du « dialogue social » ; C'est bien celui de la privatisation d'EDF et de la SNCF en passant par celles de GDF, de la Poste et des Télécoms ; C'est bien celui de la volonté de casser les statuts des fonctionnaires et de la privatisation de l'Ecole ; C'est bien celui qui contribue à s'attaquer à la sécurité sociale en fermant les centres et en poursuivant le déremboursement pour ne plus voir apparaître la formidable détermination qu'avaient les créateurs de cette dernière de prendre en charge le patient du « début de la maladie jusqu'à la guérison ».

Nous pourrions citer encore de nombreux exemples qui permettraient de penser que « le travail » a bien été engagé par tous ceux qui souhaitaient que les conquêtes de 1936 et de 1945, et également le syndicalisme soient écrasés.

Il y a, en tous les cas, une belle unité de tous les « casseurs » pour que le « modèle social » soit celui de la Troïka (FMI, Banque Centrale Européenne).

Mais voilà, il y a ceux qui n'ont pas oublié que le seul modèle social qui vaille est celui de 1936 et 1945. Nos prédécesseurs savent que si nous luttons et manifestons le 15 septembre 2016 c'est aussi pour dire tout cela et garantir ainsi NOTRE modèle social.

Les travailleurs n'ont pas besoin de belles promesses comme celles faites à Arcelor Mittal de Florange et y compris par « certains » syndicalistes, de déclarations entendues à la queue leu leu dans le cadre d'une campagne électorale déjà engagée !

C'est aussi pour cela que nous soutenons ceux de chez ALSTOM et d'une petite entreprise du Nord qui travaille pour ALSTOM Belfort.

Paris, le 14 septembre 2016